Jacques Léonard et Stéphane Gobeil

Jacques Léonard a été ministre dans divers gouvernements du Parti québécois,
président du Conseil du trésor et vice-président du Bloc Québécois
Stéphane Gobeil a quant à lui été membre du cabinet du chef du Bloc québécois de 1998 à 2009

(2010)

Analyse

"L'avenir n'est pas si sombre."

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@ugac.ca

Site web pédagogique : <http://www.ugac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.ugac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.ugac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Jacques Léonard et Stéphane Gobeil

"L'AVENIR N'EST PAS SI SOMBRE."

Québec, Le Soleil, édition du jeudi, 15 avril 2010, — opinion.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur le 10 janvier 2004 de diffuser cette œuvre dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : levesque.jacques@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Comic Sans, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5" x 11")

Édition numérique réalisée le 15 avril 2010 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Jacques Léonard et Stéphane Gobeil

"L'AVENIR N'EST PAS SI SOMBRE".

Québec, Le Soleil, édition du jeudi, 15 avril 2010, — opinion.

Pour faire passer à la population la pilule amère des compressions budgétaires, des hausses de tarifs et de taxes, nous avons assisté dans les derniers mois à de multiples tentatives pour noircir le portrait des finances publiques du Québec. Nous voulons ici remettre les choses en perspective quant à la situation financière globale du Québec, qui n'est pas si sombre et qui pourrait être encore meilleure si nous prenions quelques décisions stratégiques.

*Par Jacques Léonard et Stéphane Gobeil**

Tout d'abord, au cours des dernières semaines, nous avons assisté à une passe d'armes incongrue entre le Premier ministre Charest, qui affirmait que le Québec n'était pas plus endetté que la moyenne des pays de l'OCDE, et son ministère des Finances, qui affirmait le contraire. Il y a deux mains sur le volant, mais elles tirent dans des directions opposées!

Après avoir mis à jour nos travaux sur l'endettement du Québec, nos résultats sont clairs: en 2008, la dette nette du Québec, toutes administrations publiques confondues, y compris sa part fédérale, atteignait 39,7% du PIB, ce qui l'aurait placée au 10e rang des pays de l'OCDE, sous la moyenne et très loin de la Grèce à 73,9%. Depuis ce temps, suite à la crise financière, la situation a radicalement changé, les dettes de tous les pays ayant augmenté. Et malgré un endettement record du Québec sous le gouvernement Charest, la dette nette, en 2010, demeure sous la moyenne des pays de l'OCDE :

Pour ce qui est de la situation budgétaire du Québec, malgré le plus important déficit des 15 dernières années, elle est meilleure que celle de la grande majorité des pays de l'OCDE, meilleure que celle du Canada dans son ensemble et que celle de l'Ontario. Un déficit moins élevé signifie que, dans les années à venir, le Québec devrait moins s'endetter que la majorité des pays de l'OCDE, ce qui n'est pas une grande consolation quand on voit à quel rythme ces autres pays s'endettent (Le lecteur peut consulter nos travaux à l'adresse suivante:

<http://www.blocquebécois.org>

Photo : Selon les auteurs, la réalité crue, c'est qu'il y a des déficits budgétaires importants à Québec et à Ottawa et que la population québécoise vieillit. Nous n'avons donc pas les moyens de dilapider nos fonds publics. Photothèque Le Soleil

Ces constats montrent que l'avenir financier du Québec n'est pas si sombre. Mais l'avenir n'est pas rose bonbon non plus. Le fait que la situation relative du Québec soit satisfaisante ne justifie d'aucune

façon la complaisance financière. La réalité crue, c'est qu'il y a des déficits budgétaires importants à Québec et à Ottawa et que la population québécoise vieillit.

Nous n'avons pas les moyens de dilapider nos fonds publics et il faut donc s'occuper de cet énorme problème de gaspillage dans la construction au Québec. Le gouvernement prévoit en effet investir 43 milliards \$ pour les infrastructures de 2009 à 2014. S'il est vrai que nous payons 30% de trop, nous y perdrons 13 milliards \$ de fonds publics, soit l'équivalent de 13 ans de la nouvelle taxe santé du gouvernement libéral, qui coûtera 200 \$ par adulte.

Le refus de Jean Charest de tenir une enquête publique sur la construction pourrait donc coûter 2 600 \$ à chaque adulte québécois. Et dire qu'il faudra en plus payer les intérêts sur ces 13 milliards \$ que le gouvernement emprunte en notre nom...

Ensuite, il y a les 50 milliards \$ que les Québécois envoient à Ottawa. Si le Québec reprenait le contrôle de cet argent qui nous appartient, il serait en mesure d'économiser des milliards et d'orienter les décisions de façon à accélérer la croissance de notre économie.

En examinant dans le passé les dépenses bureaucratiques d'Ottawa, nous avons découvert un gaspillage monstrueux. Par exemple, de 1998 à 2007, les dépenses de Santé Canada ont augmenté de 131% (!) pendant que celles du ministère québécois de la Santé augmentaient de 77%. Pourtant, Ottawa ne gère aucune urgence et n'est pas responsable de l'assurance-médicament.

À l'époque, nous avons présenté un plan d'économie permettant de sauver au minimum 8 milliards \$ par année. Si le Québec contrôlait sa part des dépenses fédérales, nous pourrions facilement économiser 2 milliards \$, en plus d'un autre 3,5 milliards \$ en éliminant les chevauchements entre Ottawa et Québec.

En plus de ce gaspillage fédéral, il faut souligner qu'Ottawa a versé 9,7 milliards \$ au secteur de l'auto en Ontario en 2009, dont deux milliards \$ provenaient du Québec. Nul doute que cette somme aurait pu être mieux dépensée par le Québec pour stimuler sa propre écono-

mie. Par exemple en lançant une vaste campagne visant à réduire notre dépendance ruineuse au pétrole. Au lieu de cela, le Québec s'est endetté pour venir au secours de General Motors en Ontario! Eh oui, nous devons là encore payer des intérêts sur cette dette...

Le budget du Québec fait aussi le point, dans la remarquable section E, sur les transferts fédéraux. Le moins que l'on puisse dire après cette lecture, c'est que le Québec se fait royalement rouler dans la farine, de plusieurs milliards \$.

C'est vrai, notre situation financière et budgétaire est relativement bonne. Mais elle pourrait être bien meilleure si nous prenions quelques décisions stratégiques :

- déclencher une enquête publique sur la construction;
- reprendre le contrôle des 50 milliards \$ que nous envoyons à Ottawa chaque année;
- réduire notre part des dépenses de fonctionnement du gouvernement fédéral;
- éliminer les chevauchements entre les ministères québécois et fédéraux.

Pour y arriver, nous ne voyons qu'une solution réaliste et elle est politique. Il s'agit de battre le gouvernement libéral aux prochaines élections en votant pour le Parti québécois et de réaliser la souveraineté du Québec.

Jacques Léonard et Stéphane Gobeil*

**Jacques Léonard a été ministre dans divers gouvernements du Parti québécois, président du Conseil du trésor et vice-président du Bloc Québécois. Stéphane Gobeil a quant à lui été membre du cabinet du chef du Bloc québécois de 1998 à 2009. Il dirige aujourd'hui sa propre entreprise.*